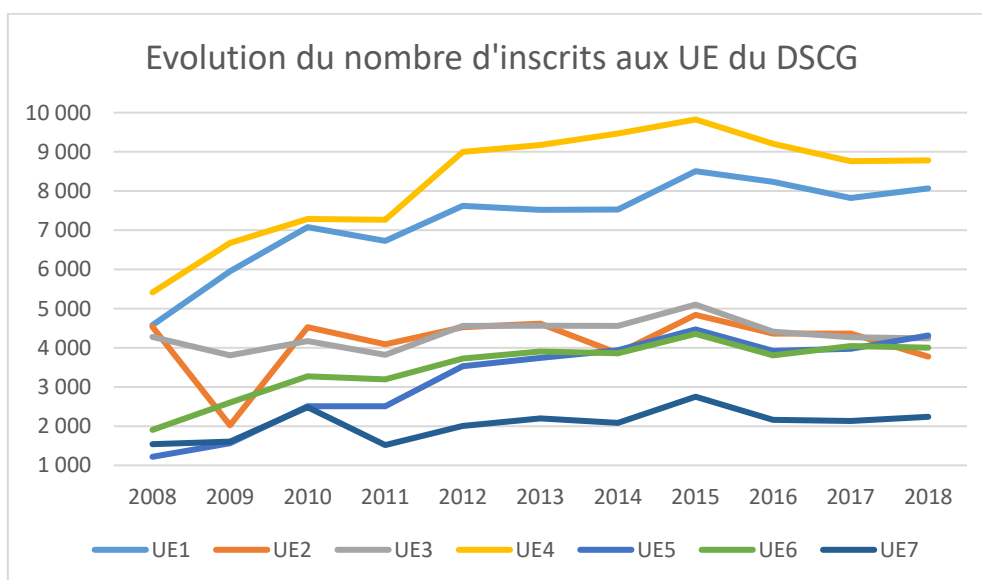


Rapport du jury du DSCG session 2018

Le rapport du jury du DSCG se compose de plusieurs parties : les parties 1 à 4 présentent des données statistiques pluriannuelles sur le nombre d'inscrits, le taux de présence, le nombre d'admis aux UE et au DSCG. La partie 5 présente les sujets des épreuves ponctuelles de la session 2018 et le cas échéant des informations ou conseils pour les sessions suivantes. Enfin, la partie 6 donne des conseils pour les candidats se présentant à la VAE.

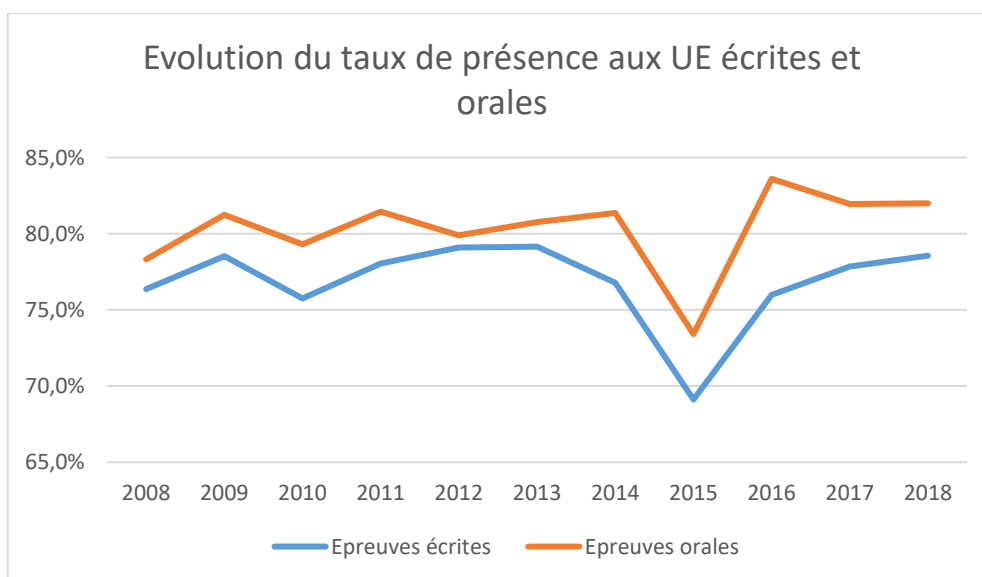
1. Evolution du nombre d'inscrits et de présents

Depuis la première session du DSCG en 2008, le nombre d'inscrits et de présents aux examens comptables a fortement augmenté jusqu'en 2015. Depuis trois sessions, on observe un tassement dans le nombre d'inscrits, surtout perceptible au niveau des UE 1 et 4 qui comptent malgré tout un nombre d'inscrits nettement supérieur aux autres UE.

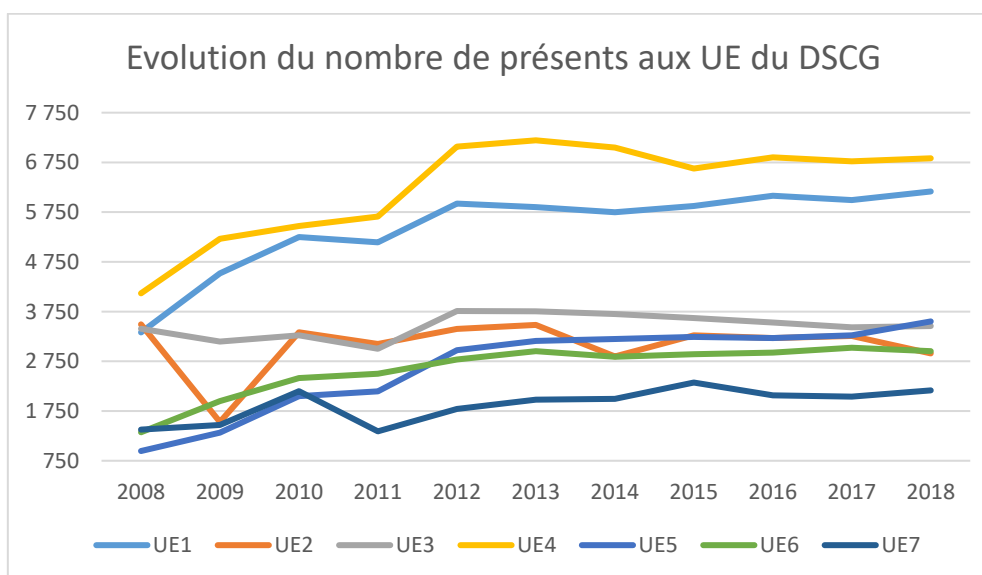


Ainsi, l'UE 1 Gestion juridique, sociale et fiscale a eu 8 065 inscrits (contre 7 822 en 2017) et l'UE4 Comptabilité et audit, audit 8 780 inscrits (contre 8 762 en 2016). Pour les autres UE, l'évolution des effectifs varie peu par rapport à 2017 et avec un nombre moyen d'inscrits compris entre 3 800 (UE2) et 4 300 (UE5) aux épreuves écrites et à l'UE6 d'Economie partiellement en anglais. Seule l'UE 7 Relations professionnelles est en retrait avec 2 240 inscrits.

Sur cette période, le nombre de candidats qui se sont présentés aux épreuves est resté relativement stable chaque année pour les épreuves écrites (78,6% en 2018 contre 77% en 2017) et orales (82% en 2018 tout comme en 2017) à l'exception de l'année 2015.



La combinaison entre le nombre d'inscrits et le taux de présence aux examens se traduit par une évolution du nombre de candidats présents relativement stable depuis 2012 après une forte progression sur la période 2008/2011.

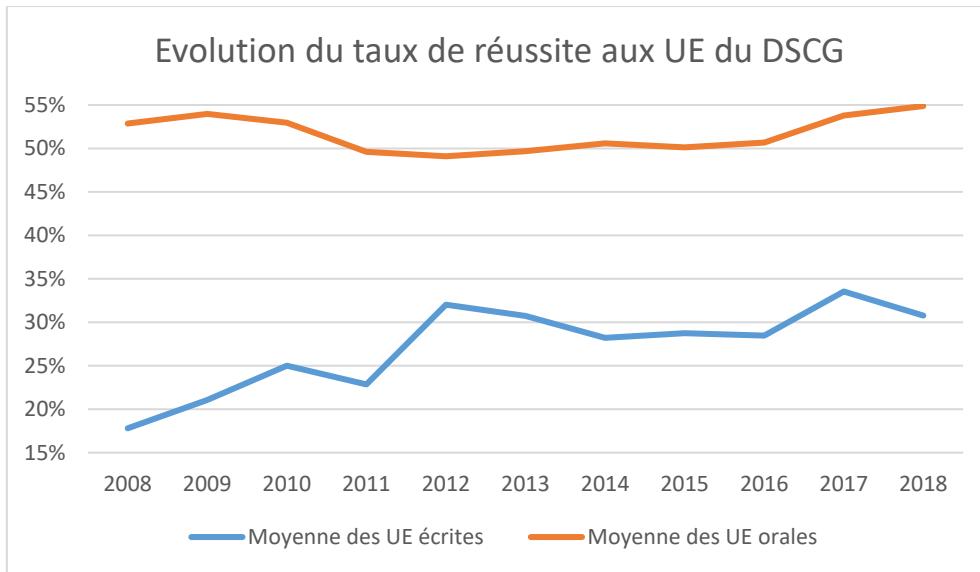


Là encore, les UE1 et 4 se distinguent des autres par le nombre de candidats présents avec pour l'UE1 6 165 candidats présents (contre 5 991 en 2017) et pour l'UE4 6 831 candidats présents (contre 6 770 en 2017), les autres UE écrites comptant autour de 3 000 à 3 500 présents.

2. Evolution du nombre d'admis aux épreuves ponctuelles et des taux de réussite

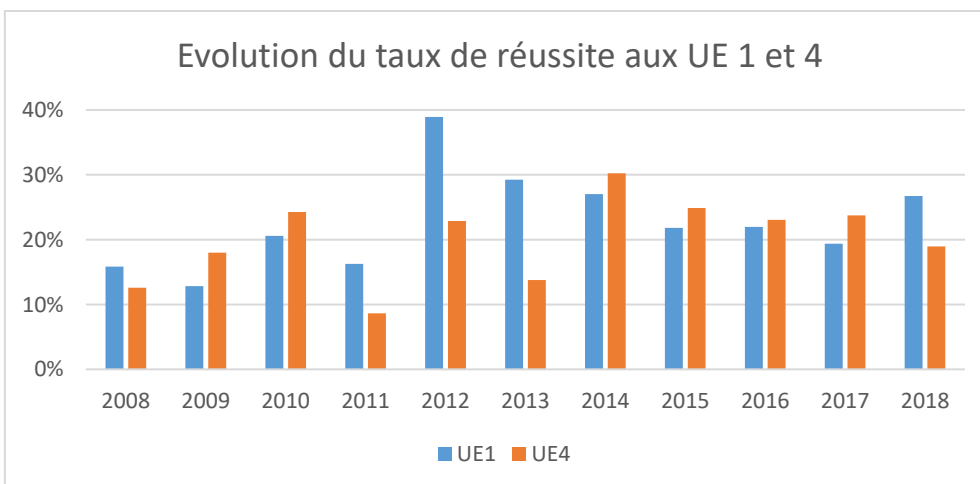
Le taux de réussite aux épreuves est de 55% pour les UE orales (contre 54% en 2017) comprenant notamment l'UE7 Relations professionnelles qui est validée par 66% des candidats se présentant à l'oral (même taux en 2017).

Le taux de réussite aux épreuves écrites est plus faible et s'établit en 2018 à 31% en moyenne contre 34% en 2017 et 28% en 2016. Ce taux de réussite moyen aux épreuves écrites cache de fortes disparités selon les UE.



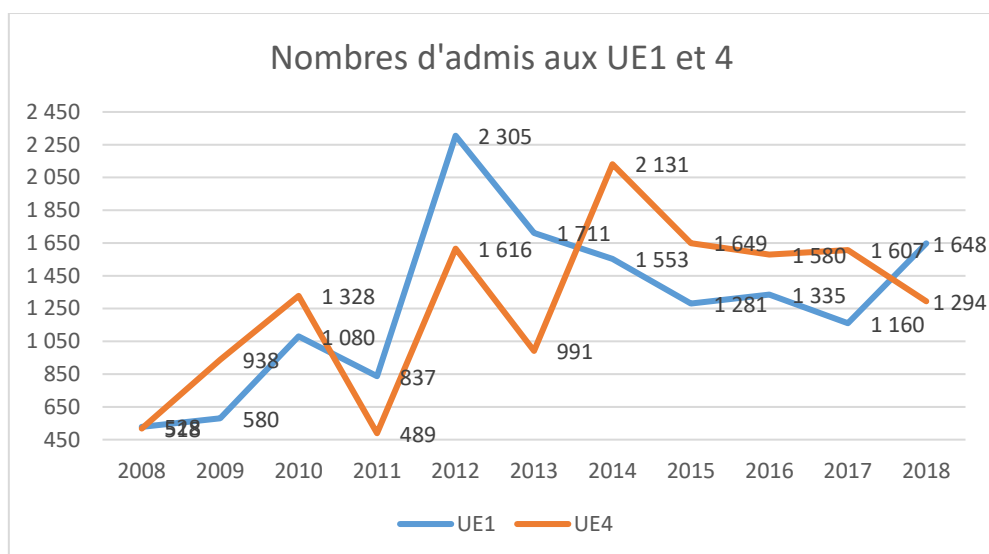
Ainsi, les taux de réussite sont particulièrement bons pour l'UE5 Management des systèmes d'information (61% contre 64% en 2017), l'UE3 Management et contrôle de gestion (32% en 2018 et 2017) et l'UE 2 Finance (27% contre 51% en 2017 et 27% en 2016). Le taux de réussite pour l'UE1 est en augmentation (27% contre 19% en 2017 et 22% en 2016). En revanche, pour l'UE4 le taux est en baisse (19% contre 24% en 2017 et 23% en 2016).

Si l'on fait une analyse plus fine du taux de réussite aux UE1 et 4 qui comptent le plus de candidats présents, on observe des taux de réussite fluctuants d'une année sur l'autre. Néanmoins, en faisant abstraction de la période 2008/2011 le taux de réussite à ces deux UE est de 25% avec parfois certaines années des phénomènes de reports (en 2012 pour l'UE1 ou en 2014 pour l'UE4).



Ces taux de réussite peuvent apparaître comme faibles. Toutefois, ils sont aussi le signe que ces épreuves exigent une préparation en amont de l'examen. Or, force est de constater qu'un certain nombre de candidats, souvent pris par leur activité professionnelle, ont du mal à se mettre dans l'esprit de ces épreuves (travail en temps limité et sans documentation à l'exception de celle fournie dans les sujets) et à maîtriser les connaissances associées recouvrant un programme vaste en droit, et très technique en comptabilité et audit.

Quant au nombre d'admis il dépend donc de deux paramètres : le nombre d'inscrits présents aux examens dont on a vu précédemment qu'il stagnait depuis trois ans et du taux de réussite par UE.



3. Présentation des résultats détaillés de la session 2017 et 2018

Les tableaux ci-après présentent les résultats des deux dernières sessions. Les taux de réussite sur ces deux sessions sont relativement proches à l'exception de l'UE 1 Gestion juridique, fiscale et sociale, de l'UE2 Finance et de l'UE4 Comptabilité et audit.

2017	Inscrits	Présents	Taux de présence	Admis	Taux de réussite
UE1	7 822	5 991	76,59%	1 160	19,36%
UE2	4 363	3 259	74,70%	1 670	51,24%
UE3	4 269	3 434	80,44%	1 087	31,65%
UE4	8 762	6 770	77,27%	1 607	23,74%
UE5	3 976	3 271	82,27%	2 098	64,14%
Taux de réussite moyen aux épreuves écrites		22 725		7 622	33,54%
UE6	4 045	3 023	74,73%	1 387	45,88%
UE7	2 132	2 039	95,64%	1 336	65,52%
Taux de réussite moyen aux épreuves orales		5 062		2 723	53,79%

2018	Inscrits	Présents	Taux de présence	Admis	Taux de réussite
UE1	8 065	6 165	76,44%	1 648	26,73%
UE2	3 775	2 909	77,06%	839	28,84%
UE3	4 239	3 458	81,58%	1 095	31,67%
UE4	8 780	6 831	77,80%	1 294	18,94%
UE5	4 312	3 552	82,37%	2 176	61,26%
Taux de réussite moyen aux épreuves écrites		22 915		7 052	30,77%
UE6	4 003	2 955	73,82%	1 390	47,04%
UE7	2 240	2 164	96,61%	1 419	65,57%

Taux de réussite moyen aux épreuves orales	5 119		2 809	54,87%
--	-------	--	-------	--------

4. Nombre d'admis au DSCG

Les candidats se présentant au DSCG peuvent opter pour deux voies : celle des épreuves ponctuelles ou celle de la validation des acquis de l'expérience (VAE). Par ailleurs, un candidat peut se présenter aux UE de son choix : il peut ainsi se présenter à une seule ou à plusieurs UE, mais il ne pourra valider son DSCG que s'il valide l'ensemble de ses UE avec une note supérieure à 10/20 (hormis les UE où le candidat du fait d'un autre diplôme possède une dispense) ou qu'il soit en mesure de compenser des UE entre elles pour lesquelles il aurait eu au minimum une note de 6/20.

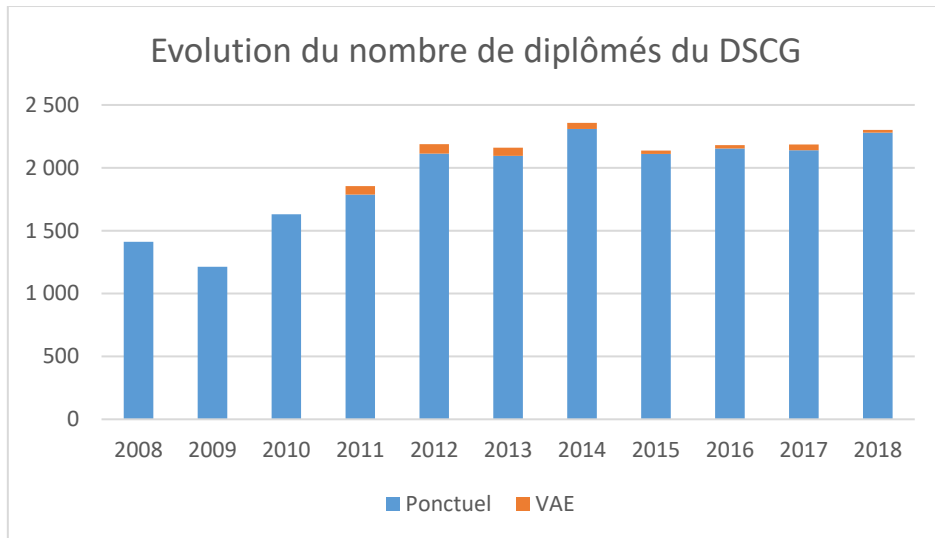
Ainsi, il est très difficile, à partir des taux de réussite aux épreuves ponctuelles, de déterminer le nombre de candidats admis à une session du fait des différentes conditions exposées ci-dessus. Le nombre d'admis est donc connu postérieurement à la date de délibération du jury national.

On note globalement une hausse du nombre de candidats ce qui à partir de 2012 s'explique davantage par un nombre de présents aux examens plus importants (à l'exception de l'année 2015 où une baisse des candidats présents a été relevée précédemment), que par un taux de réussite qui se serait amélioré, l'analyse des taux de réussite par UE ayant dénoté d'une certaine stabilité.

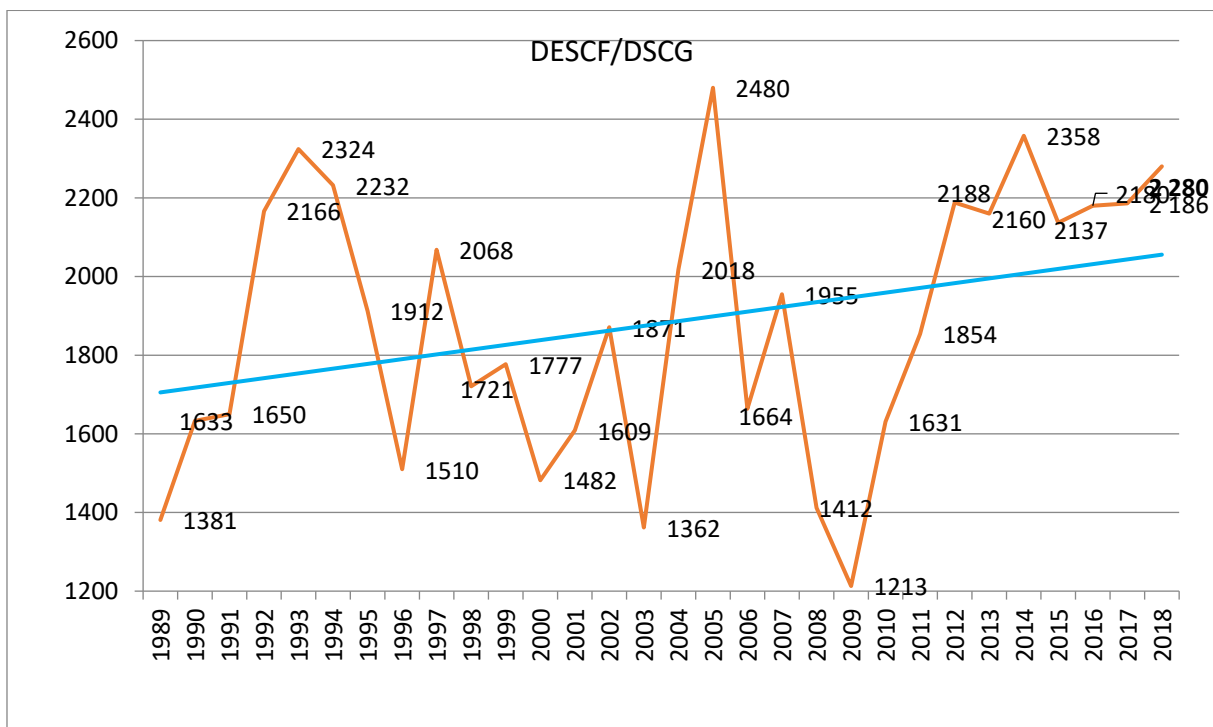
On pourra aussi relever que le nombre de candidats admis par la voie de la VAE reste toujours marginal.

Nombre de candidats admis aux épreuves ponctuelles et par le biais de la VAE

	Ponctuel	VAE	Total
2008	1 412		1 412
2009	1 213		1 213
2010	1 631		1 631
2011	1 787	67	1 854
2012	2 113	75	2 188
2013	2 095	65	2 160
2014	2 309	48	2 357
2015	2 111	26	2 137
2016	2 154	26	2 180
2017	2 140	46	2 186
2018	2 280	21	2 301



Le nombre de diplômés est en légère augmentation en 2018 (2 280 diplômés en 2018 contre 2 186 diplômés en 2017). Une analyse sur une plus longue période intégrant le nombre de diplômés au DESCF (période 1989-2007) montre également une tendance à l’augmentation du nombre de candidats validant le diplôme leur permettant d’accéder au stage d’expertise-comptable.



5. Analyse des épreuves ponctuelles du DSCG 2017

D’une manière générale, les sujets ont été jugés par les correcteurs en adéquation avec le référentiel du DSCG et permettant une bonne évaluation des candidats. Le niveau des candidats demeure toutefois encore trop faible sans doute lié à une préparation insuffisante des UE et/ou une maîtrise approximative des bases (DCG) et/ou une méthodologie de travail inadaptée aux épreuves. Il est rappelé notamment que la maîtrise de l'ensemble des UE du DCG reste un prérequis pour aborder le DSCG.

Pour rappel, **aucun point du programme du DSCG ne peut être considéré comme mineur** et ce n'est pas parce qu'un point du programme n'a pas fait l'objet d'un sujet au cours des années antérieures qu'il ne pourra pas faire l'objet d'un futur sujet.

Le DSCG est un diplôme de niveau master et en tant que tel il exige que les candidats puissent démontrer qu'ils maîtrisent des compétences tout à la fois techniques, d'analyse, de synthèse et rédactionnelles de niveau master.

UE1. Gestion juridique, sociale et fiscale

Le sujet de l'UE1 comportait pour la session 2018 cinq dossiers, totalement indépendants, portant sur des points différents du programme. Le premier dossier était consacré à la fusion entre deux sociétés anonymes et comportait trois questions relativement classiques de droit des sociétés. Le deuxième dossier était un dossier de droit pénal des affaires sur un cas d'apports en société. Le dossier comportait quatre questions : les trois premières concernaient des qualifications d'infraction et la dernière était consacrée à la procédure pénale. Le troisième dossier était un dossier portant sur un cas pratique relatif au droit des contrats avec en annexe un arrêt de jurisprudence à titre de ressource documentaire. Le quatrième dossier était consacré au droit de l'entreprise en difficulté avec des questions portant sur les différents intervenants dans les procédures collectives. Enfin, le dernier dossier, de nature fiscale, abordait différents volets de la mise en œuvre du régime fiscal des opérations de fusions de sociétés. En termes de barème, les dossiers étaient relativement équilibrés, le dossier 1 était noté sur 5, le dernier dossier sur 3 et les trois autres dossiers sur quatre points chacun.

Les résultats enregistrés sont plutôt meilleurs que les sessions précédentes, ce qui est encourageant, mais manifestement certains candidats ne réalisent pas l'investissement nécessaire et font des « impasses » sur des parties entières du programme. Dans la présentation des réponses, les candidats doivent avoir le réflexe de structurer leur réponse ou leur raisonnement de façon à le rendre intelligible. Sur le plan de la forme, les candidats doivent également faire un effort général de présentation de la copie, de maîtrise de l'orthographe et de la grammaire.

Les évolutions envisagées pour la session 2019 ou 2020

Enfin, en ce qui concerne le contenu des programmes et le futur arrêté des licences, l'UE 1 n'a fait l'objet que d'ajustements mineurs liés à l'évolution des textes. Ainsi, l'architecture du programme dans son ensemble, qui repose sur la vie de l'entreprise (mise en société, développement / financement / internationalisation, restructuration, transmission, difficultés / disparition) demeure inchangée.

UE2. Finance

Le sujet de Finance était conçu sur un format habituel et comprenait deux parties : une étude de cas (3/4 des points) et un sujet de cours/réflexion visant à évaluer la capacité des candidats à restituer un ensemble de connaissances (souvent transversales) d'une partie du programme (1/4 des points).

L'étude de cas était décomposée en deux dossiers :

- Un dossier A sur la partie 1 du programme de l'UE2. Il s'agit d'un sujet de finance de marchés, visant à apprécier l'évolution du cours boursier d'un groupe et à calculer certains indicateurs comme le bêta de l'action afin d'apprécier son risque.
- Un dossier B, essentiellement sur la partie 2 du programme de l'UE2, qui est un diagnostic des comptes de groupes de cette société.

La partie sur l'étude de cas ne proposait rien de réellement difficile pour le candidat qui avait sérieusement préparé l'UE. Les difficultés de calculs comme la covariance étaient fournies dans

l'énoncé. Il suffisait de connaître son cours pour apprécier les différents risques (systémiques versus spécifiques). La partie sur le diagnostic était des plus classiques.

Les évolutions envisagées pour la session 2019 ou 2020.

L'épreuve 2019 sera conçue sur un format habituel et existant depuis 2008. En revanche, et compte tenu des modifications apportées à l'UE2 lors des nouveaux programmes, l'épreuve pourrait changer de format en 2020, intégrant plus de concepts (théories) au détriment de simples outils techniques à base de calculs. Une attention particulière sera portée à l'analyse et à la rédaction.

UE 3. Management et contrôle de gestion

Le sujet de l'UE3 comportait pour la session 2018 deux dossiers portant sur des points différents du programme. L'étude de cas servant de base au sujet, une PME du secteur du BTP, filiale d'un grand groupe, implantée en région, étant tirée d'un cas réel. Le premier dossier était consacré à la réalisation d'une analyse stratégique et d'un diagnostic interne de l'entreprise, afin d'identifier ses dysfonctionnements de management et de fonctionnement, d'en évaluer les coûts cachés et donc, d'en mesurer les réserves de productivité potentiellement convertibles en valeur ajoutée. Le deuxième dossier était un dossier portant sur la conduite du changement en mode projet en sorte de définir des solutions managériales d'amélioration pour réduire les dysfonctionnements et les coûts cachés, et donc améliorer la productivité de l'entreprise et sa création de valeur. Pour cela il fallait tenir compte des contraintes stratégiques demandées par le groupe d'appartenance de l'entreprise, notamment de responsabilité sociale, c'est-à-dire de climat social et d'absence de licenciements.

Pour résumer, l'intérêt du sujet résidait dans cette réflexion proposée aux candidats d'améliorer la productivité économique d'une entreprise de façon socialement responsable. Quant au, le dossier 1 était noté sur 60 points, le dossier 2 sur 40 points.

Les résultats enregistrés sont similaires à ceux des sessions précédentes. Cela dénote que le sujet était d'un niveau d'accessibilité identique aux années précédentes, mais l'absence de progression sur cette épreuve démontre que certains candidats ne mesurent pas encore l'investissement nécessaire. En particulier, bon nombre de ceux qui n'ont pas obtenu la moyenne rencontrent des difficultés à bien gérer le temps dévolu à l'épreuve. En l'occurrence, des candidats vont être perturbés, par exemple, par un nombre important de questions qui les conduit à passer trop de temps sur les premières questions et, donc, à manquer de temps pour mieux traiter les dernières.

Les évolutions envisagées pour la session 2019 ou 2020

Le programme de l'UE 3 a fait l'objet de quelques ajustements qui entreront en vigueur lors de la session 2020. L'architecture du programme dans son ensemble, qui repose sur les thématiques fondamentales du management et du contrôle de gestion des entreprises et des organisations à un niveau master, demeure tout en introduisant des connaissances nouvelles liées au marketing.

Les épreuves à terme seront plus axées sur une réflexion ancrée sur des cas réels et des méthodes d'analyse, d'innovation managériale et de changement organisationnel, que sur des calculs bruts et des définitions non contextualisées de théories des organisations.

UE 4. Comptabilité et audit

Le sujet abordait des points faisant tous partie du référentiel du DSCG. Il se composait de trois dossiers (consolidation des comptes en référentiel IFRS, fusion et audit). Le sujet ne présentait aucune nouveauté par rapport aux années antérieures. Le sujet a été considéré comme étant relativement

technique sur la consolidation (en particulier sur la partie des retraitements de pré-consolidation en IFRS) et donnant relativement peu de points aux écritures parfois assez complexes à réaliser.

Malheureusement, les copies reflètent toujours une connaissance approximative (ou méconnaissance) des points clés du référentiel lié à l'UE4. L'UE4 est souvent considérée comme une épreuve difficile ; certes elle repose sur un programme non étudié au niveau du DCG et donc spécifique au DSCG mais elle suppose que les prérequis du DCG soient assimilés. Par ailleurs, la récurrence des thèmes testés dans les sujets de l'UE4 d'une année sur l'autre permet aux candidats désireux de passer avec succès cette épreuve de savoir quels sont les points du programme à travailler : la consolidation, la fusion ou la scission et l'audit ne sont pas des thématiques que l'on peut dominer en les découvrant quelques jours avant l'examen.

Les évolutions envisagées pour la session 2019 ou 2020

Pour la session de 2020, le programme est allégé de la partie analyse des données financières publiées par les groupes (rattachée à l'UE2 Finance). En revanche, les IFRS constituent une rubrique à part entière. Un peu à l'image du sujet de cette année, la part des IFRS va donc avoir tendance à prendre une place de plus en plus prégnante dans les sujets d'examens.

UE 5. Management des systèmes d'information

L'étude de cas support à l'épreuve de Management des Systèmes d'information abordait le pilotage d'un projet de remplacement de Progiciel de Gestion Intégré (PGI) au sein d'une Entreprise de Taille Intermédiaire (ETI) de 900 salariés intervenant en position de leader dans le secteur des produits dérivés du bois. Les trois dossiers étaient relativement de même niveau de difficulté (notés respectivement sur 7 points, 7 points et 6 points). Le premier dossier était assez classique et abordait la question stratégique du choix d'un PGI et son pilotage opérationnel dans une logique de "gestion de projet" sachant que dans le cas Mirlac il s'agissait d'un remplacement et non pas d'un déploiement ex-nihilo. L'intérêt du dossier était donc d'aborder les questions, outils et processus liés aux organes de décisions, au diagnostic de l'existant, à l'impératif d'assurer la continuité de l'activité, au "tuilage" entre l'ancien et le nouveau PGI et aux difficultés classiquement rencontrées dans de tels projets d'intégration du SI.

Le second dossier était consacré au suivi et à la réalisation du projet c'est-à-dire à son ordonnancement. En ce sens il était également classique et clairement relié au programme de cette épreuve même s'il ne fut que rarement abordé et traité en l'état (c'est-à-dire en utilisant des représentations graphiques et factuelles) avec la réalisation d'un graphe d'ordonnancement et le calcul du chemin critique et autres impacts liés à des modifications de durées (développements complémentaires). Le recours aux annexes 3 et 4 était à ce titre totalement incontournable et il fallait donc savoir les lire, les décrypter, les comprendre et les mobiliser afin que le graphe livré par le candidat soit à la fois clair et exploitable pour répondre aux questions posées.

Le dernier dossier centré sur la sécurité du SI était certes un peu moins classique mais il est amené à être de plus en plus souvent abordé car cette thématique sécuritaire pose des questions applicatives, managériales et organisationnelles qui sont au cœur de l'évolution de cette épreuve. Il s'agissait de répondre clairement à la série de questions qui étaient liées non pas à la question des cyberattaques en général mais bien à celle que venait de subir l'entreprise Mirlac et à ses conséquences opérationnelles et stratégiques en terme de réflexion sur la protection et de vulnérabilité du SI puis de mise en place de procédures de protections des données, des applications et des processus (accessibilité, confidentialité, intégrité, externalisation...) et de déploiement de bonnes pratiques (VPN, clés, signatures, sauvegarde...).

Les évolutions envisagées pour la session 2019 ou 2020

L'épreuve de Management des systèmes d'information va évoluer avec le nouveau programme – qui sera effectif pour l'épreuve d'octobre 2020 – vers de moins en moins de technicité infrastructurelle et de plus en plus de management informationnel au regard des profondes mutations systémiques impactant les SI et la fonction SI, à la fois en cabinet et en clientèle, qui sont de facto de plus en plus souvent externalisés, que ce soit partiellement ou totalement. Cette externalisation du SI impose de repenser et d'évaluer les choix, les décisions et les positionnements en termes de sécurité et de confidentialité, de tarification des usages et/ou des licences et de contractualisation avec les hébergeurs et les grands acteurs de l'infogérance et de l'informatique en nuage, de conformité et de compliance, d'audit et d'expertise, de pilotage de projets de transformation numérique mais aussi en termes de protection des données personnelles, de facilité d'utilisation des applications et d'appropriation des applications de gestion et, plus largement, de pertinence et sincérité des informations. Ainsi, les métiers du chiffre sont et seront largement impactés par les outils et pratiques numériques ce qui, en toute logique, explique l'évolution de l'UE 5 elle-même.

UE 6. Epreuve orale d'économie partiellement en anglais

Du fait du nombre important de candidats se présentant à cette UE, environ 60 sujets sont préparés. Sur un tel nombre, certains sujets et textes en anglais peuvent être considérés comme plus ou moins faciles d'accès. Néanmoins, globalement les correcteurs estiment que les sujets étaient équilibrés.

Il est recommandé aux candidats d'aborder cette épreuve avec plus de méthodologie et en particulier de mieux structurer leur exposé (introduction définissant les termes du sujet et la problématique, annonce du plan, traitement du sujet et conclusion). Il n'est pas demandé de paraphraser le texte en anglais ni d'en faire un résumé mais d'illustrer le sujet à l'aide de l'éclairage apporté par le texte en anglais. L'ensemble des académies déplore le niveau globalement faible des candidats, leur manque de maîtrise de l'anglais et/ou des fondamentaux de l'analyse économique.

Les évolutions envisagées pour la session 2020

Cette UE sera totalement transformée en 2020 puisqu'il s'agira d'une UE Anglais des affaires. L'objectif de cette UE sera d'évaluer les compétences linguistiques à l'oral des candidats sur des thèmes courants d'anglais des affaires.

UE 7. Epreuve orale relations professionnelles

Il est rappelé aux candidats que cette épreuve s'appuie sur un mémoire de niveau master et non un rapport de stage. Le mémoire ne peut donc pas être uniquement descriptif des activités réalisées ou d'un point étudié lors du stage. Les jurys ont également constaté que le niveau de français de certains candidats était faible (syntaxe, accords grammaticaux, orthographe). Cela est d'autant moins acceptable que le mémoire peut faire l'objet d'une relecture.

Le mémoire doit permettre au jury d'apprécier la capacité du candidat à définir une problématique de gestion spécifique, à utiliser les références théoriques et conceptuelles appropriées et à mettre en œuvre une démarche méthodologique pertinente. Or, les jurys ont relevé la quasi absence ou un manque de problématique, et que les démonstrations (quand elles existent) étaient lacunaires. Les candidats manquent également de d'analyse et de recul par rapport au sujet. Ainsi, un nombre trop important de mémoires s'assimile plus à des rapports théoriques qu'à des réflexions sur des pratiques professionnelles. Il est à noter que le mémoire doit porter sur les pratiques en vigueur en France ou comparer les pratiques entre plusieurs pays. En revanche, un mémoire ne faisant référence qu'au droit marocain par exemple n'est pas recevable en tant que tel.

Enfin, il est important que le candidat cite correctement ses sources (bibliographie) et identifie clairement dans le mémoire les parties qui seraient issues de ces sources. Il est rappelé que le jury national sanctionne systématiquement le plagiat par une annulation de la session en cours et jusqu'à cinq ans d'interdiction de se présenter aux examens du DSCG.

En ce qui concerne la soutenance, elle doit être préparée en amont, le candidat devant présenter les points clés de son mémoire : sujet et problématique, méthodologie, principaux résultats. Il doit aussi être au courant du programme de cette épreuve.

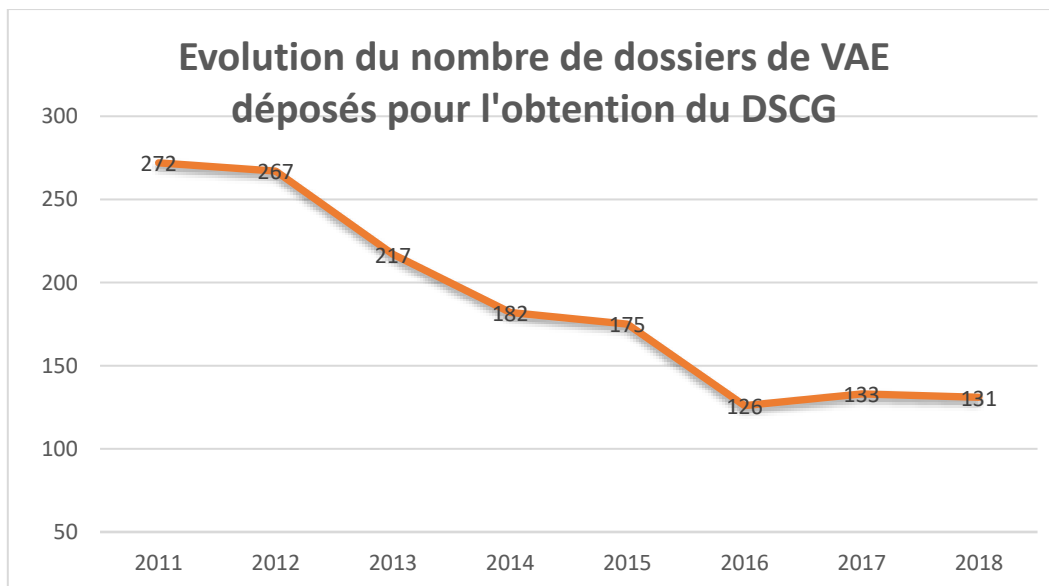
Les évolutions envisagées pour la session 2020

Pour la session 2020, le corps du mémoire ne comportera plus de description des activités réalisées lors du stage. En revanche, une attention toute particulière sera portée sur :

- la problématique choisie par le candidat qui devra être justifiée au regard de son expérience professionnelle ;
- la pertinence des références académiques choisies pour décrire les enjeux de la problématique et les débats liés à ce sujet. Il pourra naturellement être fait aussi référence à de la documentation professionnelle ou juridique, mais seulement en complément aux références académiques. Une attention particulière sera portée à l'adéquation des citations des sources avec le mémoire et au niveau de la bibliographie (respect des normes de citation) ;
- la pertinence de la méthodologie privilégiée et sa justesse pour apporter des résultats convaincants par rapport à la problématique posée
- la capacité du candidat à analyser *a posteriori* les résultats présentés et les apports pour sa pratique professionnelle.

6. Retour sur la VAE du DSCG

Le nombre de dossiers de VAE déposés n'a pas évolué de manière significative depuis 2017 (131 dossiers en 2018 contre 133 en 2017 et 126 en 2016).



Par rapport aux années précédentes, on peut noter :

- Une baisse du nombre de dossiers venant de l'étranger ;
- Une progression du nombre de candidats en entreprise.

D'une manière générale, on note une augmentation qualitative des dossiers de VAE déposés par les candidats en termes de présentation et d'argumentation, même si certains dossiers restent encore très perfectibles. A cette fin, l'analyse des dossiers de VAE et en particulier des livrets 2 fait ressortir des points d'amélioration qui sont listés ci-après :

La description des expériences professionnelles et la validation des compétences professionnelles

- Il est demandé aux candidats de documenter les expériences professionnelles leur permettant de valider les compétences comprises dans les UE demandées dans le cadre de la VAE. Un livret 2 non documenté (feuilles de compétences Excel non remplies et/ou absence de commentaires du candidat sur les UE ou commentaires trop succincts) ne permettent pas de valider les UE. De même, **seules les expériences professionnelles en lien avec les compétences visées par le référentiel doivent être décrites** (il n'est pas sûr que l'organisation de l'arbre de Noël des enfants relève des compétences professionnelles attendues au niveau du DSCG tout comme la participation au conseil de l'école maternelle...)
- Le candidat ne peut pas se retrancher derrière le secret professionnel pour ne pas exposer ses expériences professionnelles à l'appui des compétences demandées. De même, un candidat qui n'a pas eu le temps de documenter son dossier n'a pas à indiquer qu'il a une activité professionnelle trop intense pour pouvoir remplir son dossier de VAE, il peut très bien se présenter à la session suivante pour avoir tout le temps de remplir un dossier de qualité ;
- Les UE du DSCG constituant chacune un bloc de compétences, il n'est pas possible de faire des compensations entre ces blocs de compétences.
- Un candidat ayant des expériences professionnelles exclusivement auprès de sociétés non soumises au droit français ne peut prétendre à la validation de l'UE1 supposant des acquis professionnels spécifiques au droit français ;
- Si les pratiques professionnelles (dossiers traités ou périmètre d'activités du candidat) n'évoluent pas de manière significative d'une année sur l'autre, il est préférable que le candidat s'oriente vers les épreuves ponctuelles du DSCG au lieu de présenter une demande de validation au titre de la VAE qui lui sera refusée. En revanche, **si les pratiques professionnelles ont évolué, le candidat mettra en avant dans le livret 2 les dossiers nouveaux qui lui permettent de demander un nouvel examen de son dossier par le jury pour une même UE.**

La prise en compte des formations et diplômes

- Le candidat ne peut pas se prévaloir de ses diplômes (de l'INTEC ou autres) ou de VES obtenues sur des diplômes ou de formations suivies pour pallier une absence d'expérience professionnelle sur un domaine de compétence, ces formations doivent lui permettre de se présenter aux épreuves ponctuelles du DSCG.
- Un candidat ne peut pas demander la validation d'une UE du DSCG au motif qu'il aurait suivi les cours et validé des UE du DCG sur des thématiques proches : le niveau de maîtrise et d'expertise associées sont différents ;
- Spécifiquement pour l'UE6 il n'est pas demandé au candidat de traiter un sujet de son choix mais de démontrer que son expérience professionnelle lui permet de valider les compétences requises par cette UE (pratique de l'anglais des affaires dans le cadre professionnel) : la tenue d'un blog n'est pas considérée comme étant une compétence professionnelle permettant de valider l'UE6, ni les voyages d'agrément à l'étranger.

L'oral

- L'oral permet de conforter le dossier écrit (degré de maîtrise des compétences professionnelles du candidat) et non de suppléer une carence d'explication du livret 2, d'où l'importance de bien préparer et documenter en amont le livret 2 ;
- Si un candidat convoqué par le jury de VAE est absent le jour de l'entretien, il ne pourra pas se voir délivrer la ou les UE demandée(s) ;

Enfin, il est précisé que le jury national examine les livrets sous leur format numérique. Il est donc préférable de fournir les fichiers sources (Word, Excel ou PDF) et de s'assurer de l'intégrité du support (mettre de préférence les fichiers sur une clé USB plutôt que sur un CD ROM qui peut plus facilement être détérioré).

Si malgré tout le candidat venait à scanner son dossier papier il est demandé :

- De ne pas faire un scan page par page des documents qui rend la lecture fastidieuse (nécessité d'ouvrir chaque fichier) !
- De s'assurer que les pages sont présentées dans le même sens (les scans de documents présentés une page sur deux à l'envers impliquent de faire des rotations de pages rendant là aussi la lecture fastidieuse) ;
- Enfin, il est demandé au candidat de s'assurer de la lisibilité des scans fournis.

Paris, le 20 décembre 2018,

Evelyne Lande
Présidente du jury du DSCG